

Numéro et objet du marché : Marché n°2026-000000000-07 : Accord-cadre relatif à la réalisation pour le compte de l'Assurance Maladie de l'Allier, d'examens périodiques en santé pour ses assurés.

Objet : Prise en compte du Règlement général sur la protection des données (RGPD) par les sous-traitants.

Madame, Monsieur,

L'attribution d'un marché public confère à l'entreprise attributaire la qualité de titulaire de marché public. Cette qualité peut vous placer dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CPAM de l'Allier au sens de la réglementation dite « informatique et libertés ».

En effet, est qualifiée de sous-traitant « *la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement* ¹ ».

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment² :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données³) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM de l'Allier, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que votre personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Apporter votre aide à la CPAM de l'Allier, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc.⁴) ;
- Mettre à disposition de la CPAM de l'Allier toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;

1 Article 4 RGPD

2 Articles 28 et s. RGPD

3 Article 32 RGPD

4 Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD

- Informer la CPAM de l'Allier de toute instruction qui pourrait constituer, selon vous, une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée⁵ ;
- Notifier à la CPAM de l'Allier, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations⁶;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM de l'Allier⁷.

Dans l'hypothèse où vous avez vous-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM de l'Allier vous a confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, nous vous rappelons que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées. Vous demeurez cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations. Ces règles sont naturellement valables pour toute nouvelle sous-traitance.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui vous lie à la CPAM de l'Allier et notamment celles relatives :

- Au sort des données que vous traitez pour le compte de la CPAM de l'Allier (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un éventuel plan d'assurance sécurité (PAS).

L'ensemble de ces obligations vous sont directement opposables pour les contrats en cours même si leur signature est antérieure à la date d'entrée en vigueur du RGPD.

Enfin, je vous prie de nous fournir l'avancée de vos mesures mises en place afin de vous conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées de votre délégué à la protection des données (DPO) si vous êtes soumis à l'obligation d'en désigner un⁸.

Je vous remercie de votre collaboration et vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de mes salutations distinguées.

Le Responsable Service Achats Mobiliers

Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018

6 Art. 33 RGPD

7 Art. 30.2 RGPD

8 Art. 37 RGPD